



ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

LETTRE D'INFORMATION – Mardi 16 décembre 2014

Agenda

Lundi 12 janvier

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-**Thierry-Dominique HUMBRECHT** O.P., professeur de théologie et de philosophie : « *La fin de la chrétienté* ».

Lundi 19 janvier

-15h : **Yves COPPENS**, membre de l'Académie des sciences : « *La religion des hommes du Paléolithique* ».

Mercredi 21, jeudi 22 et vendredi 23 janvier

-9h30 : colloque « *La guerre civile* », sous la direction de **Jean BAECHLER** (à la Fondation del Duca de l'Institut).

Lundi 26 janvier

-15h : **Haïm KORSIA**, Grand Rabbin de France : « *Judaïsme : rite et intégration* ».

Lundi 2 février

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-**Pierre CAYE**, directeur de recherche au CNRS : « *La religion comme critique des théologies sauvages* ».

Lundi 2 mars

-9h30 : Entretien de l'Académie : « Pour un système monétaire international » (Grande salle des séances) sous la présidence de **Jean BAECHLER**

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-15h : **François d'ORCIVAL** et **Alain DUHAMEL**, membres de l'Académie : « *Médias : un pouvoir sans contre-pouvoir ?* »

Lundi 9 mars

-15h : **Vincent GOOSSAERT**, directeur d'études en sciences religieuses, EPHE : « *La situation des religions en Chine* ».

Lundi 16 mars

-15h : **Philippe LEVILLAIN**, membre de l'Académie : « *Réformer la Curie romaine : jusqu'où ?* ».

Lundi 23 mars

-15h : **Marcel GAUCHET**, directeur d'études à l'EHESS : « *La religion de sortie de la religion* ».

Séance du lundi 15 décembre

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 8 décembre, le président **Bernard Bourgeois** a fait procéder à l'élection au fauteuil VIII de la section Morale et sociologie, laissé vacant par le décès de **Michel Crozier**. Huit candidats étaient en lice, Ghislaine Alajouanine, Alexis Antois, Dominique Chagnollaud, Olivier Houdé, Haïm Korsia, Jean-François Mattéi, Jean-François Sirinelli et Charles Vallée.

Haïm Korsia, Grand Rabbin de France, a été élu au troisième tour de scrutin après avoir réuni sur son nom 20 voix sur 37. Né en septembre 1963, Haïm Korsia est aumônier



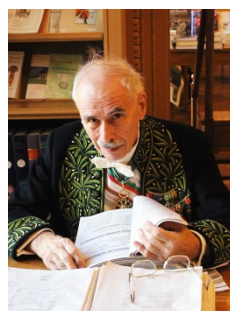
général israélite des armées depuis 2007. Il enseigne actuellement à l'ISMAP, Institut supérieur du management public et politique. Rabbin depuis 1988, il a été élevé à la dignité de Grand Rabbin en 2008, puis élu Grand Rabbin de France en juin 2014. Se réclamant explicitement de la pensée du Grand Rabbin **Jacob Kaplan**, qui fut membre de l'Académie, il est l'auteur de plusieurs ouvrages prônant le dialogue interreligieux.

❧

Le président a fait l'éloge de son confrère, **Yves Gaudemet**, élu le 3 février 2014 au fauteuil I de la section Législation, Droit public et Jurisprudence et il a salué en lui un grand professeur de droit, spécialiste réputé de droit administratif, mais sachant aussi porter son attention sur « le phénomène total du droit ».



Yves Gaudemet a ensuite lu sa *Notice sur la vie et les travaux d'Alain Plantey*, son prédécesseur à l'Académie, décédé le 3 mars 2013 à l'âge de 88 ans.



Après avoir rappelé l'indéfectible engagement gaulliste d'Alain Plantey, dès juin 1940, il a indiqué combien le Conseiller d'État et Ambassadeur Plantey, président de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale de Paris, Académicien actif et assidu pendant près de 30 ans, « impressionnait et rassurait en même temps », impressionnait « par une carrière brillante tout entière animée par la volonté de servir l'État pour servir la France » et rassurait « par une constante disponibilité, un égal respect pour les cultures, les peuples et les religions ».

❧

Honneurs et distinctions

Marcel Boiteux a reçu les insignes de Grand' Croix de la Légion d'honneur des mains du président de la République, le lundi 8 décembre, au Palais de l'Élysée.

❧

Dans la presse

- **Chantal Delsol** : « Le libéralisme inclut le principe de subsidiarité », dans la revue *La Nef* de décembre 2014. Extrait : « Le libéralisme économique signifie que la production et l'échange sont laissés à l'initiative des particuliers et des groupes (la définition du socialisme est à l'inverse : "étatisation des moyens de production et d'échange"). C'est tout. Cela n'empêche pas de se rendre compte que l'État doit fixer et faire appliquer des règles pour empêcher la concurrence déloyale, faire respecter les contrats, et aussi protéger les malchanceux et aussi les paresseux qui ne survivent pas dans un système de liberté, et que les initiatives privées ne sont pas parvenues à aider suffisamment. Car le libéralisme inclut le principe de subsidiarité. Naturellement on va débattre et se quereller pour savoir jusqu'où doit aller le rôle de l'État. C'est pratiquement l'essentiel du débat dans les démocraties modernes. Ou cela devrait l'être. Car nous savons bien aujourd'hui, enfin si nous acceptons de tenir compte de l'histoire récente, que le socialisme économique ne fonctionne pas, il appauvrit toujours les pays dans lesquels il s'applique – l'Union Soviétique s'est effondrée essentiellement par marasme économique, et en ce moment même, depuis plus de vingt ans, la Chine a dû mettre en œuvre une NEP, c'est-à-dire un libéralisme économique de stratagème, pour permettre au despotisme politique de durer... [...] Le libéralisme ne doit pas être pratiqué n'importe comment. C'est un système qui garantit, protège et assume la liberté de produire et d'échanger, ce qui est le meilleur moyen à la fois de susciter la prospérité et de respecter l'autonomie des personnes qui porte notre culture. Mais si le libéralisme économique n'est pas enraciné dans une réflexion permanente qui va au-delà de l'économie, il peut produire la misère, et couronner les égoïsmes. Cette réflexion concerne les limites de la liberté individuelle. Ces limites bien entendu dépendent de facteurs circonstanciels, mais d'une façon générale on peut dire que trop d'individualisme pervertit ce système, comme d'ailleurs tous les autres mais sans doute encore plus. Le libéralisme a besoin de faire droit aux groupes, parce que seuls les groupes peuvent l'adoucir, l'amender, l'écarter de sa tentation cynique. À cet égard le système coopératif viendrait à point nommé, dans nos pays, pour contrecarrer les excès du capitalisme mondialisé. »

- **Michel Pébereau** : « Courage et discipline », dans *Enjeux Les Échos* en date du 1^{er} décembre. Extrait : « L'Espagne est l'un des pays européens les plus affectés par les crises qui se sont succédé depuis 2007. Le redressement considérable des finances publiques et les réformes structurelles qu'elle a consenties sont en train de réanimer la croissance, sur des bases plus solides. [...] Pour s'attaquer à un chômage dramatique (plus de 26% des actifs et de 50% des jeunes en 2013), le marché du travail a été profondément réformé : flexibilité de l'embauche et du licenciement, possibilité de dérogations aux conventions collectives, lutte contre le travail au noir, etc. La modération salariale est devenue une priorité, avec l'abandon de l'indexation sur les prix. Cela porte ses fruits. Les déficits publics sont maîtrisés. Le pays a rétabli sa compétitivité, équilibrant sa balance commerciale (en déficit depuis 1971) et sa balance courante (en déficit de 11% du PIB en 2007). Les importations ont baissé avec la réduction de la consommation des ménages, mais les exportations augmentent plus vite que celles de l'Allemagne. Le taux de croissance sera de 1,2% en 2014. La courbe du chômage s'est inversée : son taux est revenu à 23,7% au troisième trimestre. Ces politiques d'austérité ont été facilitées par la légitimité politique et par une sorte d'alliance entre les dirigeants du pays et les responsables de l'économie. Les Espagnols ont su définir eux-mêmes et accepter les dures disciplines du redressement. Le pari n'est pas encore gagné, mais l'Espagne est près de démontrer qu'il n'y a pas de fatalité au déclin. »

- **Thierry de Montbrial** : « L'absence de leadership mondial rend la situation très dangereuse », interview publiée par *Les Échos* dans le cadre de la « World Policy Conference » qui, cette année, s'est tenue à Séoul du 8 au 10 décembre. Extrait : « La cause de la mondialisation, comme d'ailleurs celle de l'effondrement soviétique, c'est la révolution des technologies de l'information. Cette révolution a d'immenses avantages, mais aussi des effets puissamment déstabilisants, comme en témoigne par exemple tout le débat autour de la gouvernance, du contrôle et de la régulation d'Internet. Cette révolution amplifie considérablement l'effet "passion-émotion" dans les relations internationales. Or aujourd'hui, c'est cet effet qui tend à l'emporter sur l'aspect "raison". Il est majoré par la difficulté des démocraties à conduire la politique étrangère. Ce phénomène, que dénonçait Tocqueville, s'aggrave encore aujourd'hui. À la différence des entreprises, les démocraties ont de plus en plus de mal à définir les objectifs de long terme et à s'y tenir. Les régimes autoritaires ont plus de facilités à définir des stratégies cohérentes. Ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont pas leurs propres faiblesses. Un exemple de danger est lié au jugement "politiquement correct" du moment, comme sur l'Afrique. Pour réagir à un pessimisme excessif, il était de bon ton de mettre l'accent sur le décollage de ce continent. Cela n'est pas faux, mais il faut être conscient d'immenses problèmes comme la montée du terrorisme et l'épidémie d'Ébola, qui rappelle plus généralement que les questions de santé seront de plus en plus au cœur de la gouvernance internationale, ainsi que celles qui sont liées au climat. »

- « L'héritage de Caïn », dans *Valeurs Actuelles*. Extrait : « Pour **Jean Baechler**, "la guerre pourrait bien être le moteur de l'histoire à grande échelle et de longue durée", "le phénomène le plus central et le plus décisif dans les affaires humaines, du moins depuis une dizaine de millénaires", celui qui "mobilise et affecte tous les quartiers de l'humain". Baechler souhaite l'étudier sous tous ses aspects. Aussi a-t-il mis en place un ensemble de colloques et de journées d'études qui se déroulent sur trois années, de 2013 à 2015. Il se matérialise dans un programme d'édition avec une collection spécifique, L'homme et la guerre. Elle comprendra quinze volumes et couvrira l'ensemble des questions et des problèmes que suscite le phénomène de la guerre dans toutes les circonstances historiques et culturelles qui l'ont connu et le connaissent encore. »

À savoir

- Le vendredi 12 décembre, en l'Hôtel de ville de Bordeaux, en présence de **Jean Tulard**, **Philippe Levillain** et **Alain Juppé** ont procédé à la remise des Prix d'histoire des Sociétés européennes-ville de Bordeaux.